

Bruxelles, le 6 mai 2019.

P. DE CREM

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/12299]

**6 MAI 2019. — Arrêté ministériel portant approbation du Plan Particulier d'Urgence et d'Intervention (PPUI) pénurie d'électricité et panne d'électricité pour la province de Flandre orientale**

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

Vu l'article 9 de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Vu l'arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;

Considérant le PPUI pénurie d'électricité et panne d'électricité pour la province de Flandre orientale, soumis par le Gouverneur de la province de Flandre orientale,

Arrête :

**Article unique.** Le PPUI pénurie d'électricité et panne d'électricité pour la province de Flandre orientale du Gouverneur de la province de Flandre orientale est approuvé à compter de l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Bruxelles, le 6 mai 2019.

P. DE CREM

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202187]

**6 MAI 2019. — Arrêté royal modifiant les articles 27, 51, 52bis, 58, 58/3 et 63 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et insérant les articles 36sexies, 63bis et 124bis dans le même arrêté**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, § 1septies, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et alinéa 3, inséré par la loi du 25 avril 2014 et § 1octies, inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national de l'Emploi, donné le 17 janvier 2019;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 février 2019;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 26 mars 2019;

Vu l'avis n° 65.775/1 du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 2019, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 27 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, sont insérés un 19° et un 20°, rédigés comme suit :

« 19° demandeur d'emploi non mobilisable : le demandeur d'emploi que le service de l'emploi compétent identifie au moyen de l'outil de screening internationalement reconnu ICF - International Classification of Functioning, Disability and Health - et reconnaît comme étant confronté à une combinaison de facteurs psycho-médico-sociaux qui affectent durablement sa santé et/ou son intégration sociale ou professionnelle, avec comme conséquence qu'il n'est pas en mesure de travailler dans le circuit économique normal ou dans le cadre d'un travail adapté ou encadré, rémunéré ou non. Le statut de demandeur d'emploi non mobilisable est accordé pour une période de deux ans et est renouvelable moyennant une nouvelle évaluation au moyen de l'outil de screening ICF.

Brussel, 6 mei 2019.

P. DE CREM

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/12299]

**6 MEI 2019. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het Bijzonder Nood- en Interventieplan (BNIP) elektriciteitsschaarste en –panne voor de provincie Oost-vlaanderen**

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

Gelet op artikel 9 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

Overwegende het BNIP elektriciteitsschaarste en –panne voor de provincie Oost-vlaanderen, voorgelegd door de Gouverneur van de provincie Oost-vlaanderen,

Besluit :

**Enig artikel.** Het BNIP elektriciteitsschaarste en –panne voor de provincie Oost-vlaanderen van de Gouverneur van de provincie Oost-vlaanderen wordt goedgekeurd vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Brussel, 6 mei 2019.

P. DE CREM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202187]

**6 MEI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 27, 51, 52bis, 58, 58/3 en 63 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en tot invoering van de artikelen 36sexies, 63bis en 124bis in hetzelfde besluit**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961, § 1septies, eerste lid, 2<sup>o</sup> en derde lid, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014 en § 1octies, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, gegeven op 17 januari 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 februari 2019;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 26 maart 2019;

Gelet op het advies nr. 65.775/1 van de Raad van State, gegeven op 25 april 2019, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 27 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, worden een 19° en een 20° ingevoegd, luidende :

"19° niet-toeleidbare werkzoekende: de werkzoekende die de bevoegde dienst voor arbeidsbemiddeling identificeert aan de hand van de internationaal erkende screeningstool ICF - International Classification of Functioning, Disability and Health - en erkent als iemand die te maken krijgt met een combinatie van psychologische, medische en sociale factoren die zijn gezondheid en/of zijn sociale of professionele integratie ernstig aantasten, waardoor hij niet in het normale economische circuit of in het kader van al dan niet bezoldigd aangepast of omkaderd werk kan werken. Het statuut van niet-toeleidbare werkzoekende wordt toegekend voor een periode van twee jaar en is hernieuwbaar met een nieuwe evaluatie door de screeningstool ICF.

L'outil de screening ICF, cité ci-dessus, concerne l'outil qui est utilisé par les services régionaux compétents de l'emploi, et qui vise à identifier les demandeurs d'emploi non mobilisable;

20° allocation de sauvegarde: l'allocation qui est octroyée au demandeur d'emploi non mobilisable visé au 19° à l'expiration du droit aux allocations d'insertion.

Pour l'application du présent arrêté, l'allocation de sauvegarde est assimilée à une allocation de chômage complet. ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté est inséré un article 36sexies, rédigé comme suit :

« Art 36sexies. - Le demandeur d'emploi dont le droit aux allocations d'insertion a expiré en application de l'article 63 est admis au bénéfice des allocations de sauvegarde si, au plus tard au moment de l'expiration du droit aux allocations d'insertion, il satisfait aux conditions suivantes :

1° il a suivi un trajet d'accompagnement spécifique ou adapté tel que visé à l'article 58, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1° ou 2°, contenant au minimum un bilan fonctionnel et des actions, le cas échéant intensives, visant à réduire l'impact des facteurs qui entravent son insertion sur le marché du travail ou à favoriser son insertion socio-professionnelle;

2° au cours ou à l'issue du trajet visé au 1°, il a été identifié et reconnu comme demandeur d'emploi non mobilisable au sens de l'article 27, 19°;

3° il collabore positivement aux actions d'accompagnement adaptées à son statut de demandeur d'emploi non mobilisable qui lui sont proposées par le service régional de l'emploi compétent.

Par dérogation à l'article 42, le demandeur d'emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut, après une interruption de l'indemnisation, être réadmis à nouveau au bénéfice des allocations de sauvegarde si les conditions suivantes sont réunies au moment de la demande d'allocations :

1° il a bénéficié d'au moins une allocation de sauvegarde dans la période de trois ans qui précède sa demande d'allocations;

2° il satisfait à nouveau aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°;

3° il n'a pas été exclu antérieurement du bénéfice des allocations de sauvegarde en application de l'article 63bis, alinéa 2, 2°. ».

**Art. 3.** Dans l'article 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 29 juin 2000 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 avril 2019, il est inséré un 12°, rédigé comme suit :

« 12° le fait pour le demandeur d'emploi non mobilisable au sens de l'article 27, 19°, qui bénéficie des allocations de chômage ou des allocations d'insertion, de refuser de collaborer positivement aux actions d'accompagnement adaptées à son statut de demandeur d'emploi non mobilisable qui lui sont proposées par le service régional de l'emploi compétent. ».

**Art. 4.** Dans l'article 52bis, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 2 octobre 1992, remplacé par l'arrêté royal du 29 juin 2000 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 juin 2014, il est inséré un 8°, rédigé comme suit :

« 8° le fait pour le demandeur d'emploi non mobilisable au sens de l'article 27, 19°, qui bénéficie des allocations de chômage ou des allocations d'insertion, de refuser de collaborer positivement aux actions d'accompagnement adaptées à son statut de demandeur d'emploi non mobilisable qui lui sont proposées par le service régional de l'emploi compétent. ».

**Art. 5.** Dans l'article 58, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 14 décembre 2015, il est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4, un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Le chômeur complet est dispensé de l'obligation visée à l'alinéa 2, 2°, pendant une période de deux ans maximum, éventuellement renouvelable, durant laquelle il est reconnu comme demandeur d'emploi non mobilisable au sens de l'article 27, 19°, par le service régional de l'emploi compétent. ».

**Art. 6.** Dans l'article 58/3 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 14 décembre 2015, il est inséré un § 4bis, rédigé comme suit :

« § 4bis. - La procédure de contrôle de la disponibilité active est suspendue pendant la période de deux ans maximum, éventuellement renouvelable, durant laquelle le chômeur est reconnu comme

De hierboven vermelde screeningstool ICF betreft de tool, die door de bevoegde gewestelijke diensten van arbeidsbemiddeling wordt gebruikt, en die er toe strekt de niet-toeleidbare werkzoekenden te identificeren;

20° beschermingsuitkering: de uitkering die wordt toegekend aan de niet-toeleidbare werkzoekende bedoeld in 19° nadat zijn recht op inschakelingsuitkeringen is vervallen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt de beschermingsuitkering gelijkgesteld met een uitkering voor volledige werkloosheid.".

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 36sexies ingevoegd, luidende :

"Art 36sexies. - De werkzoekende van wie het recht op inschakelingsuitkeringen in toepassing van artikel 63 is vervallen, krijgt recht op beschermingsuitkeringen als hij ten laatste op het moment waarop het recht op inschakelingsuitkeringen vervalt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° hij heeft een specifiek of aangepast begeleidingstraject gevolgd zoals vermeld in artikel 58, § 1, derde lid, 1° of 2°, met minstens een functionele balans, evenals acties, indien nodig intensieve acties, gericht op het verminderen van de impact van de factoren die de integratie op de arbeidsmarkt belemmeren of op het bevorderen van de socioprofessionele inschakeling;

2° hij werd in de loop of na afloop van het traject bedoeld in 1°, geïdentificeerd en erkend als niet-toeleidbare werkzoekende in de zin van artikel 27, 19°;

3° hij werkt op een positieve manier mee aan de specifieke begeleidingsacties die zijn aangepast aan zijn statuut van niet-toeleidbare werkzoekende en die de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling hem voorstelt.

In afwijking van artikel 42, kan de werkzoekende bedoeld in het eerste lid na een onderbreking van de vergoeding opnieuw recht hebben op beschermingsuitkeringen als op het moment van de uitkeringsaanvraag de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1° hij heeft in de periode van drie jaar vóór zijn uitkeringsaanvraag minstens één beschermingsuitkering gekregen;

2° hij voldoet opnieuw aan de voorwaarden in het eerste lid, 1° tot 3°;

3° hij werd niet eerder uitgesloten van het recht op beschermingsuitkeringen in toepassing van artikel 63bis, tweede lid, 2°.".

**Art. 3.** In artikel 51, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 juni 2000, en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 april 2019, wordt een 12° ingevoegd, luidende :

"12° het feit dat de niet-toeleidbare werkzoekende in de zin van artikel 27, 19°, die werkloosheidsuitkeringen of inschakelingsuitkeringen krijgt, weigert om op een positieve manier mee te werken aan de specifieke begeleidingsacties die zijn aangepast aan zijn statuut van niet-toeleidbare werkzoekende en die de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling hem voorstelt.".

**Art. 4.** In artikel 52bis, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1992, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 juni 2000 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 juni 2014, wordt een 8° ingevoegd, luidende :

"8° het feit dat de niet-toeleidbare werkzoekende in de zin van artikel 27, 19°, die werkloosheidsuitkeringen of inschakelingsuitkeringen krijgt, weigert om op een positieve manier mee te werken aan de specifieke begeleidingsacties die zijn aangepast aan zijn statuut van niet-toeleidbare werkzoekende en die de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling hem voorstelt.".

**Art. 5.** - In artikel 58, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 14 december 2015, wordt tussen het derde en het vierde lid, een nieuw lid ingevoegd, luidende :

"De volledig werkloze wordt vrijgesteld van de verplichting bedoeld in het tweede lid, 2°, gedurende een periode van hoogstens twee jaar, eventueel hernieuwbaar, waarin hij door de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling wordt erkend als niet-toeleidbare werkzoekende in de zin van artikel 27, 19°.".

**Art. 6.** In artikel 58/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 14 december 2015, wordt een § 4bis ingevoegd, luidende :

"§ 4bis. — De procedure voor de controle van de actieve beschikbaarheid wordt opgeschort gedurende de periode van hoogstens twee jaar, eventueel hernieuwbaar, waarin de werkloze door de bevoegde

demandeur d'emploi non mobilisable au sens de l'article 27, 1<sup>o</sup>, par le service régional de l'emploi compétent.

La procédure de contrôle de la disponibilité active est à nouveau applicable à partir du 1<sup>er</sup> jour du 3<sup>ème</sup> mois qui suit celui au cours duquel la période de reconnaissance comme demandeur d'emploi non mobilisable prend fin ou ultérieurement lorsque les conditions visées à l'article 58/2 sont à nouveau remplies. ».

**Art. 7.** A l'article 63 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 15 juin 2006 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 janvier 2018, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 2, alinéa 4, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, les mots « 31 décembre 2019 » sont remplacés par les mots « 31 mars 2020 »;

2<sup>o</sup> au § 2, l'alinéa 6 est abrogé;

3<sup>o</sup> le § 6 est abrogé.

**Art. 8.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 63bis, rédigé comme suit :

« Art. 63bis. — A l'expiration du droit aux allocations d'insertion en application de l'article 63, le jeune travailleur qui satisfait aux conditions visées à l'article 36sexies bénéficie de l'allocation de sauvegarde :

1<sup>o</sup> pendant la période durant laquelle il est reconnu comme demandeur d'emploi non mobilisable au sens de l'article 27, 1<sup>o</sup>, par le service régional de l'emploi compétent et collabore activement aux actions d'accompagnement adaptées à son statut de demandeur d'emploi non mobilisable qui lui sont proposées par ce service;

2<sup>o</sup> pendant une période supplémentaire de 24 mois, calculée de date à date à partir de la date à laquelle prend fin la reconnaissance comme demandeur d'emploi non mobilisable, s'il ressort d'une attestation du service régional de l'emploi compétent que le jeune travailleur est à nouveau disponible pour le marché de l'emploi.

Pendant la période de 24 mois susvisée, le jeune travailleur est soumis aux dispositions du présent arrêté.

Le droit à l'allocation de sauvegarde prend fin :

1<sup>o</sup> à la fin de la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'Office est informé par le service régional de l'emploi compétent du fait que le demandeur d'emploi non mobilisable au sens de l'article 27, 1<sup>o</sup>, ne collabore pas ou ne collabore plus positivement aux actions d'accompagnement adaptées à son statut de demandeur d'emploi non mobilisable qui lui sont proposées par ledit service. ».

**Art. 9.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 124bis, rédigé comme suit :

« Art. 124bis. - Le montant journalier de l'allocation de sauvegarde est fixé conformément aux dispositions de l'article 124, alinéas 1 et 2. ».

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le demandeur d'emploi non mobilisable peut bénéficier de l'allocation de sauvegarde, au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> avril 2020.

Le jeune travailleur visé à l'article 63, § 2, alinéa 4, 3<sup>o</sup> ou 4<sup>o</sup>, dont le droit aux allocations d'insertion expire le 31 décembre 2019, en application de l'article 63, § 2, alinéa 4, 3<sup>o</sup> ou 4<sup>o</sup> tel qu'il était d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, peut bénéficier des allocations de sauvegarde à partir du 1<sup>er</sup> avril 2020, s'il satisfait aux conditions visées à l'article 36sexies, inséré par le présent arrêté, au plus tard le 31 mars 2020.

Les dispositions de l'article 63, § 2, alinéa 4, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, tel que modifié en dernier lieu par l'article 7 du présent arrêté, sont abrogées à partir du 1<sup>er</sup> avril 2020.

**Art. 11.** - Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling wordt erkend als niet-toeleidbare werkzoekende in de zin van artikel 27, 1<sup>o</sup>.

De procedure voor de controle van de actieve beschikbaarheid wordt opnieuw van toepassing vanaf de eerste dag van de derde maand na de maand waarin de periode van erkenning als niet-toeleidbare werkzoekende afloopt of later wanneer de voorwaarden in artikel 58/2 opnieuw zijn vervuld.".

**Art. 7.** In artikel 63 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 15 juni 2006 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 januari 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 2, vierde lid, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, worden de woorden "31 december 2019" vervangen door de woorden "31 maart 2020";

2<sup>o</sup> in § 2 wordt het zesde lid opgeheven;

3<sup>o</sup> § 6 wordt opgeheven.

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 63bis ingevoegd, luidende :

"Art. 63bis. - Na afloop van het recht op inschakelingsuitkeringen in toepassing van artikel 63, krijgt een jonge werknemer die voldoet aan de voorwaarden in artikel 36sexies de beschermingsuitkering :

1<sup>o</sup> gedurende de periode waarin hij door de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling wordt erkend als niet-toeleidbare werkzoekende in de zin van artikel 27, 1<sup>o</sup>, en actief meewerkt aan de specifieke begeleidingsacties die zijn aangepast aan zijn statuut van niet-toeleidbare werkzoekende en die die dienst hem voorstelt;

2<sup>o</sup> gedurende een bijkomende periode van 24 maanden, berekend vanaf de datum waarop de erkenning als niet-toeleidbare werkzoekende afloopt, als uit een attest van de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling blijkt dat de jonge werknemer opnieuw beschikbaar is voor de arbeidsmarkt.

Gedurende die periode van 24 maanden wordt de jonge werknemer onderworpen aan de bepalingen van dit besluit.

Het recht op een beschermingsuitkering loopt af :

1<sup>o</sup> op het einde van de periode bedoeld in het eerste lid, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> op de eerste dag van de maand na de maand waarin de bevoegde gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling aan de Rijksdienst heeft meegedeeld dat de niet-toeleidbare werkzoekende in de zin van artikel 27, 1<sup>o</sup>, niet of niet meer op een positieve manier meewerkt aan de specifieke begeleidingsacties die zijn aangepast aan zijn statuut van niet-toeleidbare werkzoekende en die die dienst hem voorstelt.".

**Art. 9.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 124bis ingevoegd, luidende :

"Art. 124bis. - Het dagbedrag van de beschermingsuitkering wordt vastgelegd in overeenstemming met de bepalingen in artikel 124, eerste en tweede lid.".

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019.

In afwijking van het eerste lid, kan de niet-toeleidbare werkzoekende ten vroegste vanaf 1 april 2020 van de beschermingsuitkering genieten.

De jonge werknemer bedoeld in artikel 63, § 2, vierde lid, 3<sup>o</sup> of 4<sup>o</sup>, van wie het recht op inschakelingsuitkeringen afloopt op 31 december 2019, in toepassing van artikel 63, § 2, vierde lid, 3<sup>o</sup> of 4<sup>o</sup>, dat van toepassing was vóór de inwerkingtreding van dit besluit, kan beschermingsuitkeringen krijgen vanaf 1 april 2020, als hij ten laatste op 31 maart 2020 voldoet aan de voorwaarden voorzien in artikel 36sexies, ingevoegd door dit besluit.

De bepalingen van artikel 63, § 2, vierde lid, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, zoals laatst gewijzigd door artikel 7 van dit besluit, worden opgeheven vanaf 1 april 2020.

**Art. 11.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
K. PEETERS